

Journal de l'Afrique

Janvier 2013

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_africains.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Tiré a part

Mali, Syrie face à la même équation,

Par Zouhir Mebarki

Posons naïvement la question:...

... pourquoi la solution politique est-elle si difficile à «passer» dans les crises qui secouent la planète? Pourquoi l'ingérence militaire étrangère trouve-t-elle des appuis dans ces mêmes crises? A l'exception du conflit israélo-palestinien qui, pour l'heure, ne bénéficie ni de l'une ni de l'autre solution, en Syrie et au Mali on trouve la pleine illustration de notre naïve question. En Syrie et bien que la solution politique paraît gagner du terrain, rien n'est cependant gagné. L'émissaire de l'ONU, Lakhdar Brahimi, a rencontré, lundi dernier, le président syrien Bachar Al Assad à qui il a présenté un plan russo-américain qui prévoit l'installation d'un gouvernement de transition qui aura à préparer l'élection présidentielle en 2014.

> Dans ce plan, le président Assad devra se contenter d'un rôle honorifique jusque-là et s'engager à ne pas être candidat à la présidentielle prévue. Le président syrien ne serait pas d'accord sur ce dernier point. Il ne comprend pas pourquoi il ne pourrait pas soumettre démocratiquement sa candidature aux Syriens. La partie adverse, c'est-à-dire l'opposition, ne veut rien entendre du message de paix de Brahimi. Elle veut le départ de Bachar Al Assad comme préalable à toute solution de règlement. Pourquoi? Est-ce que l'opposition ne fait pas confiance à la démocratie? Au choix souverain du peuple? Ce serait pourtant une belle victoire pour elle si Bachar Al Assad est écarté par la voie des urnes. Nous avons la naïveté du pape Benoît XVI qui, dans sa bénédiction de Noël, hier, appelle à garder intact l'espoir d'un règlement pacifique même dans les situations difficiles comme en Syrie et au Mali. En effet, comment peut-on concevoir une intervention militaire étrangère au Mali sans avoir restauré l'État?

> Sans avoir réuni les Maliens? Les partisans de la solution militaire jurent que la force africaine sera déployée pour aider l'armée malienne. L'Occident jure qu'il n'enverra pas de troupes à terre mais se contentera d'une aide logistique. Dans quel État se trouve l'armée malienne pour accueillir la force africaine et la logistique occidentale? Alors que le bon sens et la démocratie commandent à remettre en place les institutions maliennes, rallier tous les Maliens, y compris ceux qui sont au Nord, pour combattre les mercenaires étrangers regroupés sous divers sigles d'organisations terroristes et qui veulent imposer leur loi à la population.

> On ne combat pas des terroristes avec les moyens classiques d'une armée. Notre naïveté nous fait croire que couper les terroristes de la population civile qui aidera l'armée par le renseignement est une

condition sine qua non dans le règlement de la crise qui secoue le Mali. Le Mnlà et Ansar Eddine représentent précisément cette population civile du Nord. Avec leur concours, le sort des terroristes est scellé. Dans le cas contraire, les forces de la Cédéao vont vers une défaite certaine contre un ennemi invisible et très mobile dans l'immensité du désert. Que se passera-t-il alors? Et c'est là que les va-t-en-guerre veulent arriver. C'est sur une telle situation qu'ils appuieront la nécessité d'une intervention militaire directe des troupes occidentales. Pour parvenir à la «sahélisation» programmée. C'est-à-dire délocaliser le terrorisme international de l'Afghanistan au Sahel. Entre les «démocrates» qui refusent ce droit au peuple syrien de retirer par les urnes sa confiance à Al Assad et les dirigeants de la Cédéao qui envoient leurs troupes au casse-pipe garanti, il y a une convergence qui n'échappe à personne. Jusque-là la solution politique tant en Syrie qu'au Mali semble faire consensus dans le monde. C'est la «naïveté» qui l'emporte!

3 000 soldats US en route pour l'Afrique

Mark P. Fancher

Mercredi 21 novembre 2012

*(revue de presse – Black Agenda Report – 23/10/12)**

Les illusions entretenues sur la politique étrangère d'Obama, nouveau mandat, nouvelle version, seront-elles contredites par les exigences de *la real politik*, en Afrique ou au Moyen-Orient ?

Quand le président Obama a déployé 100 soldats en Ouganda, il y a un an, pour entreprendre une chasse mythique de Joseph Kony, chef de l'Armée de Résistance du Seigneur, la réaction à cette annonce a certainement été un simple haussement d'épaules (1). Quel mal pouvait générer une centaine de militaires, errant sans but dans le bush, prétendant à la recherche d'un homme accusé de terrorisme ? Mais, si la forêt empêche de voir les arbres, un observateur plus avisé pouvait entrevoir les implications mortelles d'une présence militaire US en Afrique qu'un grand nombre percevait, à tort, comme anodine. Verrouiller le continent

Le service de presse de *Army Times* rapportait que les Etats-Unis s'apprêtent à envoyer plus de 3000 soldats un peu partout, en Afrique en 2013.

Pour le Major Général, David R. Hogg, « *En ce qui concerne notre mission, c'est un territoire vierge* ». Mais, que des soldats stationnent sur le continent africain, n'a rien de nouveau et, même, si Hogg ne l'admet pas, *le but de la mission est de verrouiller l'entier continent.*

En fait, l'armée américaine effectue, au moins, une douzaine d'opérations importantes en Afrique pour lesquelles des troupes sont réellement engagées. Cependant, pour les Etats-Unis, avoir un pied, militairement, dans tous les coins du continent limite le risque que leurs intérêts ne soient pas protégés dans des régions où une menace existe. Par exemple, le Mali a des réserves de pétrole et dispose d'une position stratégique mais est l'objet d'une déstabilisation croissante par un mouvement sécessionniste dans le nord. Pourtant, le Mali a aussi été le site d'un exercice militaire US du nom de « *Atlas Accord 12* » qui a fourni aux militaires maliens une formation dans le domaine aérien.

Opérations US en Afrique en 2012

Au cours de l'année, il y a eu d'autres opérations en différents points du continent, comparables si non en étendue du moins, en substance :

« *Cutlass Express* », un exercice naval visant ce qu'on appelle la « *piraterie* » dans la région du Bassin de Somalie ;

« *Africa Endeavor 2012* », basée au Cameroun, centrée sur la formation et la coordination en communications militaires ;

« *Obangame Express 2012* », exercice naval pour assurer une présence dans le golfe de Guinée, région au cœur des opérations pétrolières en Afrique occidentale ;

« *Southern Accord 12* », basée au Botswana dont le but était d'établir des relations de travail entre les forces militaires d'Afrique australe et les Etats-Unis ;

« *Western Accord 2012* » était un exercice au Sénégal impliquant tous les types d'opération, des exercices de tirs à la collecte d'informations et au combat de tireurs d'élite.

D'autres exercices de même nature aux noms tels que « *African Lion* », « *Flintlock* » et « *Phoenix Express* » se sont aussi déroulés. De plus, des unités de Gardes Nationaux US ont effectué des rotations

dans des pays qui incluent entre autres, l'Afrique du sud, le Maroc, la Tunisie, le Nigéria, le Libéria et le Ghana.

Des communiqués de presse par le US *Africa Command (AFRICOM)* suggèrent que ces opérations sont bénéfiques tant pour les Etats-Unis que pour l'Afrique. Leur message central est que les militaires US et africains sont des partenaires dans la guerre contre le terrorisme et *d'autres formes de soulèvement*. Ce serait une erreur pour les Etats africains de gober l'idée que l'Afrique et les Etats-Unis sont, d'une manière ou d'une autre, interdépendants. La véritable nature des relations entre l'Afrique et les Etats-Unis a été très bien décrite par A.M. Babu, personnage central dans la formation de la Tanzanie. « *La prétendue « interdépendance » ne peut être qu'une interdépendance dans laquelle nous (les Africains) sommes, en permanence, dépendants de l'exploitation massive de nos ressources matérielles et humaines par l'Occident* ».

25% des besoins américains en pétrole vers 2015

Un rapport du *Bureau de Recherche du Congrès* sur les plans d'exploitation US a été publié par *WikiLeaks*. On y lit « *en dépit des conflits dans le delta du Niger et d'autres régions productrices de pétrole, le potentiel pour des forages en profondeur dans le golfe de Guinée est élevé et les analystes estiment que l'Afrique pourra fournir près de 25% des besoins américains en pétrole vers 2015.* » Le document cite un officiel US du Département de la défense : « *...la mission principale des forces US (en Afrique) est d'assurer que les champs pétrolifères du Nigéria ...sont sûrs* ».

C'est pourquoi, les Etats-Unis seraient satisfaits que des actions militaires menées par des Africains visent les militants qui sabotent les opérations des compagnies pétrolières occidentales en Afrique occidentale. Parallèlement, en raison de l'accroissement de leurs importations de pétrole, ils s'opposent vigoureusement à toute velléité africaine d'exclure par la force lesdites compagnies du Delta du Niger même si leurs pipelines qui fuient ont ruiné d'innombrables hectares de terres agricoles et d'eaux poissonneuses.

Les intérêts de l'Afrique sont en perpétuel conflit avec ceux des Etats-Unis et leurs relations ne doivent en aucun cas être interdépendantes. Il serait bon que les Africains réagissent à la présence de soldats US sur leur sol comme ils le feraient pour des termites dans leurs maisons. Il est certain qu'aucun mal immédiat ne peut être observé mais à long terme, la structure sera irrémédiablement endommagée et risque même de s'effondrer.

Traduction : Xavière Jardez – Titre et intertitres : *AFI-Flash*

Mark P. Fancher est avocat, auteur de nombreux articles sur la présence militaire US en Afrique

* *Titre original* :

Bad News for Africa: 3,000 More U.S. Soldiers are on the Way

<http://blackagendareport.com/content/bad-news-africa-3000-more-us-soldiers-are-way>

(1) Sur le même sujet, lire aussi :

L'interventionnisme militaire d'Obama face à l'avancée commerciale de la Chine en Afrique

<http://www.france-irak-actualite.com/article-l-interventionnisme-militaire-d-obama-face-a-l-avancee-commerciale-de-la-chine-en-afrique-89011922.html>

© G. Munier/X. Jardez

Mark P. Fancher

Mercredi 21 novembre 2012

(*revue de presse – Black Agenda Report – 23/10/12*)*

Publié le 22 novembre avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

Source : France Irak

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Mark_P.Fancher.211112.htm

MALI

Intervention militaire au Mali : 400 soldats français en appui...

Par [Le Matin](#) | 25/12/2012

Les choses semblent se préciser. Alger a abattu ses cartes en se pliant à la décision du Conseil de sécurité. Et la France enverra finalement ses forces spéciales au Mali.

Erreur ! Nom du fichier non spécifié. Les forces spéciales françaises appuieront le contingent africain. L'intervention militaire de la force africaine visant à chasser les rebelles islamistes du nord du Mali pourra avoir lieu au premier semestre 2013, déclare le ministre de la défense français dans une interview au quotidien La Croix, lundi 24 décembre. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité, jeudi 20 décembre, une résolution autorisant le déploiement d'une force africaine pour une période initiale d'un an afin de reprendre le contrôle du nord du Mali, tombé en avril aux mains d'islamistes et de rebelles touaregs. Alger a affirmé soutenir la résolution onusienne. La force africaine, qui prendra le nom d' Afisma (African-led International Support Mission in Mali), devrait compter jusqu'à 3 300 hommes et aidera les forces gouvernementales maliennes à reprendre les zones du nord du pays.

"L'intervention militaire pourra avoir lieu au premier semestre de l'année prochaine", déclare Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense, dans les colonnes du quotidien catholique, estimant que "pour l'instant, il n'y a pas de solution politique" au Mali. "La France apporte un soutien technique à la Cédéao (la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) dans la constitution d'une force capable d'aider le Mali à retrouver l'intégralité de son territoire. Le concept opératoire est en train de s'affiner", poursuit le ministre de la défense.

Forces spéciales françaises

Contrairement à ce qui est ressassé depuis des mois, des forces spéciales françaises feront partie de l'équipée militaire dans le nord du Mali. Un contingent européen de 400 militaires sera constitué au début de l'année prochaine avant d'être envoyé au Mali pour y "former l'armée malienne et la préparer à rendre à ce pays la souveraineté sur l'ensemble du territoire", ajoute M. Le Drian, précisant que ces militaires ne participeront pas aux opérations de combat.

Le Commandement des Opérations Spéciales (COS), autorité militaire des forces spéciales françaises, est effectivement bien présent au Sahel sous le nom de code Sabre. Sa participation à l'offensive au Nord-Mali pourrait, selon Jean-Dominique Merchet, journaliste spécialiste des questions militaires, consistera principalement en une mission d'entraînement et de transport des troupes africaines, ainsi que de renseignement. Selon RFI, la France aurait déjà mis en place un dispositif sécuritaire au Sahel en toute discrétion: le déploiement de drones français est envisagé depuis longtemps au Niger, et trois avions de chasse Mirage 2000D (spécialisés dans les raids nocturnes) ont été transférés au début du mois de septembre au Tchad.

Le dispositif français au Sahel est composé aussi d'avions de patrouille maritime Atlantique 2 qui sillonnent les vastes étendues désertiques avec leurs moyens de recueil de renseignements ainsi que par "système de surveillance" basé au Niger. De même que les États-Unis ont installé dans la région plusieurs bases discrètes pour y surveiller les activités des groupes jihadistes, dans le cadre de l'opération Creek Sand.

Le groupe islamiste nigérian Ansaru a revendiqué dimanche l'enlèvement d'un ingénieur français capturé dans le nord du Nigeria, expliquant notamment son geste par le soutien de la France à une intervention militaire dans le nord du Mali.

Concernant les neuf otages français détenus sur le sol africain, Jean-Yves le Drian dénonce une "logique infernale que nous ne pouvons pas laisser évoluer ainsi". "Nous nous occupons de très près des otages et faisons tout notre possible pour obtenir leur libération. Mais cela ne nous empêche pas de considérer que l'enjeu de l'intégrité du Mali est essentiel pour la sécurité de ce pays, comme pour celle de la France et de l'Europe", souligne-t-il. Par ailleurs, trois otages algériens sont également détenus par les narco-islamistes du Mujao. Un quatrième a été assassiné il y a quelques mois sans qu'on obtienne confirmation. Le gouvernement reste très réservé d'ailleurs sur la question de ces otages et de leur sort si d'aventure une opération d'intervention militaire est menée dans la région de l'Azawad.

L.M./Agences

L'ONU donne son feu vert au déploiement d'une force internationale

20/12/2012

Le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution autorisant pour une période initiale d'un an, le déploiement d'une force internationale au Mali.

La résolution ne fixe pas de calendrier précis pour le déclenchement d'une offensive au Nord-Mali afin d'en chasser les groupes islamistes extrémistes qui contrôlent cette région depuis six mois.

Le texte a été mis au point par la France et était soutenu par les Etats-Unis, le Royaume uni, le Maroc et le Togo.

Cette résolution 2085 comporte un volet politique appelant Bamako à lancer un dialogue politique pour rétablir pleinement l'ordre constitutionnel, notamment en organisant des élections présidentielles et législatives avant avril 2013.

Elle invite aussi les autorités maliennes de transition à engager des négociations crédibles avec les groupes présents dans le nord du pays, essentiellement les Touareg, qui se dissocieront des organisations terroristes contrôlant cette région dont Al-Qaida au Maghreb islamique et Mujao.

Sur le plan militaire, il s'agira d'abord, parallèlement aux efforts de réconciliation politique, de reconstruire l'armée malienne et d'entraîner les troupes panafricaines qui feront partie de la force — appelée Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) — afin de les rendre prêtes à reconquérir le Nord.

Mais il faudra que le Conseil de sécurité s'estime satisfait de l'état de préparation de cette force, à partir de certains critères précis (entraînement, efficacité de la structure de commandement, équipement, adaptation au terrain) avant qu'elle puisse se déployer au Nord.

Des responsables de l'ONU et des diplomates estiment que la reconquête de cette partie du pays ne pourra en tout état de cause pas commencer avant l'automne 2013, pour des raisons climatiques et de préparation.

<http://www.algerie1.com/flash-dactu/mali-lonu-donne-son-feu-vert-au-deploiement-dune-force-internationale/>

Trouvé sur le net.

HIVER ARABE ET FARCE MALIENNE : APRES LA LIBYE, L'ALGERIE EST LA VRAIE CIBLE DE L'OCCIDENT

Editorial du 14/12/12

Et si le prétendu printemps arabe n'était qu'une farce pour permettre à des Monarchies comme le Qatar de mieux servir les intérêts des corporations américaines dans la sous-région ? Comment expliquer que les Américains veulent transformer l'Egypte en Émirat musulman ? Comment comprendre que les USA et leurs alliés financent en Syrie ceux là-mêmes (des Djihadistes) qui ont, grâce à leurs bombes causés la mort de milliers de Marines américains en Irak, qui sont même reconnus aujourd'hui par Obama comme "Uniques représentants du peuple Syrien"? Sont-ils devenus tous fous ? Mais non.

C'est tout simplement que c'est la diversion qui est en marche et c'est dans ce cadre que s'installe la farce malienne où un putschiste Ouattara est appelé à solutionner un pseudo problème créé par l'OTAN et qui a un seul et unique cible : l'Algérie. Relisez mon article dénommé "Les Mensonges de la Guerre en Libye" du 28 Mars 2011 (www.pougala.org) et vous comprendrez pourquoi il était si facile pour moi de prévoir le scénario que nous connaissons aujourd'hui. Au Mali, l'Union Africaine est en mesure de résoudre toute seule le problème, exactement comme elle l'a fait en Somalie. Demandez-vous pourquoi à sa place peut-on toujours invoquer la CEDEAO, pantin de l'UE pour gérer ce que j'appelle la "farce malienne".

D'ici là, je vous invite à regarder cette vidéo très instructive, sur le printemps Islandais, celui-là, un vrai printemps, mais dont personne n'a parlé. Et pourquoi? Parce là, le peuple a compris que le système le tenait en otage et a réagi comme une seule personne en refusant par referendum de payer des pseudo-dettes créées par des agents du système placés à tous les postes du pouvoir politique. Ces agents du système sont partout en Afrique, soit au pouvoir qu'à l'opposition. On les reconnaît facilement parce qu'ils ne diront jamais un seul mot contre le système, symbolisé par le Franc CFA et des contrats bidons avec des pays Européens. Les autres plus téméraires qui tentent de ne pas renouveler ces contrats ou d'aller contre le système deviennent très vite les DICTATEURS AFRICAINS. Posez la question à un certain Laurent Gbagbo, il saura vous en dire quelque chose. D'ici là, ouvrez grands les yeux et évitez de vous faire manipuler.

JPP 14/12/12

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=9rGNF-C6Xek

Conférence sur les « Dynamiques crisogènes au Mali »

« *Les retombées pourraient être lourdes sur l'Algérie* »

Publié le 10 décembre 2012

Djamel Boukrine

Le centre de Presse d'El Moudjahid a abrité une conférence débat sur « les dynamiques crisogènes », animée par un panel d'experts qui se sont penchés sur la situation au Sahel.

> Premier à ouvrir cette conférence débat : le professeur Mustapha Saïdj. Il s'étalera longuement sur le rôle de la France. Un rôle, dit-il, qui date de 1960, voire de 1958, quand de Gaulle a décidé de gérer l'Afrique à partir de l'Élysée et non du Quai d'Orsay. Pour s'expliquer, il cite les deux ans de plus qu'a pris la lutte de Libération nationale quand les dirigeants de la révolution avaient refusé toute indépendance sans le Sahara. Selon le conférencier, la France, dont la politique étrangère est dictée, depuis des lustres, par Total, Areva et Elf, considère le Maghreb et la région du Sahel comme son espace vital. « Ce qui s'est passé en Libye n'est in fine qu'une préparation à ce qu'on voit au Sahel actuellement, c'est-à-dire, la déstabilisation, et avec François Hollande, un fidèle de François Mitterrand, on n'est pas près de voir la fin de la françafrique, bien au contraire », dit-il, avant de faire état du déploiement des forces spéciales de l'Hexagone dans la région en sus de quelque 10.000 soldats sur place dans les bases militaires en Afrique. Pour preuve de cette politique africaine de la France qui tente de se redéployer, il avance le dernier contrat signé entre Total et le Maroc pour l'exploitation d'un gisement de pétrole au Sahara Occidental, au mépris du droit international, et le jeu d'Areva avec les groupes armés qu'elle finance et arme, selon les convenances des intérêts de la France. Celle-là même qui jure ne pas intervenir militairement au nord du Mali, mais qui pousse la Cédéao à aller en guerre le plus tôt possible contre tous les groupes armés, à l'exception du MNLA (Mouvement de libération de l'Azawad) dont elle fait la promotion. « Ces va-t-en-guerre, s'interroge-t-il, savent-ils que les trois quarts des armes de l'armée malienne sont chez les groupes armés ? Que tous les soldats originaires du nord ont rejoint les groupes armés ? Que les soldats actuels pourraient être tentés de transformer cette guerre contre le terrorisme en guerre contre les Touareg ? » Les colonels à la retraite, Benamor Bendjana et Noureddine Amrani, se sont attelés aux « implications » de cette crise sur notre pays et à la lecture des derniers événements au Mali. Surtout si celle-ci venait à s'étaler dans le temps et à susciter le besoin d'installations de bases militaires étrangères à nos frontières. Selon eux, toute intervention militaire au nord du Mali finira par fragmenter ce pays et les « bombardements » promis par les alliés ne pourraient éviter des dérapages, comme ceux qu'on voit au Pakistan, et amener les Touareg à ne pas courir au secours de leurs frères au Mali ou ailleurs. « Si on suit ce qui se passe en Tunisie, Libye, Égypte, Syrie, il y a une configuration du GMO qui se met en place au nom de ce que les Américains appellent le chaos constructeur. On veut nous induire dans le schéma », explique M. Amrani. Comme son collègue, il se demande comment 3.300 soldats mal formés, mal équipés et sous-encadrés pourraient donner la chasse à des groupes armés qui ont, non seulement des armes performantes et une formation de haut niveau, mais, aussi une maîtrise du terrain exceptionnelle. Avant l'ouverture de la conférence-débat, le professeur Berkouk, qui s'est félicité de la poussée de la position algérienne sur le Mali, y compris aux Nations unies, a donné la parole à M. Moundher Boudene, le président de l'Ugema qui a « pensé et organisé » la semaine passée, un événement peu commun à Tamanrasset : une journée d'études sur la crise du Sahel. « C'est pour sensibiliser les jeunes à ce sujet sensible et brûlant », dit-il, déplorant l'existence de pans entiers de la population peu conscients de la gravité de cette situation « qu'on veut nous imposer à nos frontières » et la difficulté des étudiants du sud à « connaître » le nord. « Il est temps de les aider à monter vers le nord et profiter des plaisirs de la mer si on ne veut pas laisser d'autres s'occuper d'eux », conclut-il.

Billets d'Afrique 219 - décembre 2012

Pillages des ressources - Une croissance sans développement

11 décembre 2012 par Odile Tobner

Industrialisation égale développement égale progrès social : c'est l'équation, qui sert à distinguer les pays dont la population accède en majorité au bien-être matériel, de ceux dont la population est majoritairement démunie. C'est cette conception du développement, non seulement contestable sur le

plan philosophique, mais de plus en plus contestée sur le plan politique, que l'Occident a imposée au monde.

L'Asie s'est approprié ce mode de développement, et son industrialisation, entreprise avec ses propres ressources financières, constitue désormais une menace pour le niveau de vie de l'Occident.

Le joug colonial puis néocolonial interdit à l'Afrique de suivre ce chemin.

Les seules activités tolérées en Afrique par les compagnies coloniales, puis par les multinationales qui en sont les héritières sont l'extraction, la culture et l'évacuation des matières premières minières ou agricoles. Les dictatures locales ne se contentent pas de protéger les exploitants étrangers ; elles briment par les tracasseries et le racket toute petite entreprise du cru et dépouillent les épargnants locaux. En revanche, les capitaux étrangers tirent des bénéfices considérables de l'appauvrissement des sols et des sous-sols africains.

Un documentaire diffusé sur Arte illustre ce mécanisme. « *L'Afrique, le cuivre et les vautours* » [1] expose comment la Zambie a été dépossédée de ses mines de cuivre, sur injonction du FMI au prétexte d'acquitter sa dette. La multinationale Glencore a acquis ces mines pour une bouchée de pain et les exploite pratiquement en franchise d'impôts. L'armée d'avocats et de comptables de Glencore a en effet mis en place une cascade de sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux, qui réalisent les bénéfices tirés de la commercialisation du cuivre. C'est ainsi que les sociétés étrangères confisquent les matières premières africaines, pendant que les populations sont frappées par une misère endémique et un chômage massif.

Si le groupe Bolloré se flatte d'employer sept mille personnes au Cameroun, dont il détient toute la logistique portuaire et ferroviaire, ce chiffre est à comparer aux vingt mille vendeurs à la sauvette qui se disputent les places au seul marché Mokolo de Yaoundé.

Cette économie de pillage est en pleine expansion. Les bons apôtres osent désormais l'encenser sous le nom de croissance, tel Hollande à Dakar. (L'Afrique) « *est aussi une terre d'avenir pour l'économie mondiale. Sa croissance, ces dix dernières années, a été supérieure à celle de beaucoup d'autres régions émergentes.* »

Le président de la Banque africaine de développement tempère cet enthousiasme en signalant que la croissance en Afrique ne génère ni emplois ni richesse comme elle le devrait. Il en rend responsable la seule kleptocratie locale, qui confisquerait les profits de la croissance, sans évoquer les mécanismes sophistiqués par lesquels les multinationales s'approprient tous les bénéfices de l'exploitation. Selon Joseph Tchoundjang Pouemi [2] seule une économie fondée prioritairement sur les entreprises et les financements locaux peut produire du développement.

Il rappelle que la Corée, pour fonder son industrie, accordait jusqu'à 20 % d'intérêts à ses petits épargnants.

Un discours sur le développement qui ne rend pas compte de la réalité économique n'est qu'une mystification langagière à l'usage de ces nouveaux charlatans que sont les communicants de la publicité et de la politique. « *L'histoire retiendra, disait Tchoundjang, que l'Africain de 1980 [et de 2012 ?] est encore, au mieux, étranger chez lui* ».

[1] L'Afrique, le cuivre et les vautours documentaire de Christoffer Guldbrandsen (Danemark 2012)

[2] Joseph Tchoundjang Pouemi : Monnaie, servitude et liberté, la répression monétaire de l'Afrique, 1981

LÉGENDE DU NOUVEL AN AU MALI

Toute ressemblance avec des événements récents est « songée » et pas du tout fortuite. Plusieurs jours avant le nouvel An chrétien, au calendrier de l'Hégire et du nouvel An musulman, un vieux chaman malien rassembla les siens, ceux de son clan, de sa tribu et de sa « gens » étendue et leur raconta ce qui suit :

« L'année qui vient nous apportera la guerre meurtrière, destructrice et sanglante. Pendant que le Président de la France, du haut du balcon à Alger, lance l'anathème contre notre peuple martyr, et qu'il réclame de nos fils qu'ils tuent leurs frères pour lui plaire, moi Aziz, je vais vous raconter la légende que cet homme voudrait « singer » de par nos savanes et nos déserts au Nord de notre pays meurtri.

« Il était une fois en Amérique hystérique un petit homme aussi méchant que puissant. Un jour, ce Président insignifiant annonça en pleurant qu'il avait entendu parler des **Talibans**, des gens qui, paraît-il,

battaient leurs femmes, les couvraient d'une burka grillagée, leur interdisaient l'université et brisaient les appareils télé. De plus, ces sous-hommes-Talibans, éructait ce Président raciste, avaient banni la culture du pavot et provoqué une pénurie d'héroïne dans tout l'Occident chrétien. Pire, ces Talibans craignaient Dieu mais nullement ce Président même si méchant et puissant.

« C'en était trop, un corps expéditionnaire de canonnières fut aussitôt dépêché sur ces ruines à des milliers de kilomètres de l'Amérique chagrine, vers des cieux montagneux. Des avions «invincibles», des fusées meurtrières, des hélicoptères droits sortis de l'enfer, des drones aveugles et pervers, couvrirent le ciel de cette terre de misère – là bas aux confins de la Terre – si loin que même ce Président méchant ne savait pas où se trouvait ce repère de vipères, disait-il.

« Ce Président, ce lilliputien américain, voulait libérer les femmes afghanes de leur mari, ces malappris, leur donner la liberté, accès à l'université et à la télé. Il ne savait ce pantin ignare, du moins pas davantage que ses conseillères féministes, que l'on ne peut libérer la moitié féminine d'une nation en tuant la moitié masculine de cette nation. Quelle progéniture faudra-t-il espérer après cet Holocauste oublié ?

« Il ne savait pas davantage, ce Président malin, que les femmes afghanes sont analphabètes, tout comme leurs époux vilains, alors, l'université vous savez...(!) Il ne savait pas ce Président vaurien que l'électricité ne se rend pas très loin en dehors de Kaboul encerclée, alors, la destruction des télé vous comprenez...(!)

« Pourtant, pendant dix années les bombes à neutrons, les bombes au phosphore blanc, les bombes à sous-munitions et à l'uranium appauvri, les mines anti personnelles, les hélicoptères de combat et les drones mortifères tombèrent sur la tête des femmes afghanes pour les «libérer» de leurs maris et sur la tête des hommes afghans pour les «libérer» de la vie.

« Des centaines de milliers d'afghans tués ou estropiés plus tard, réfugiés ou partis pour le paradis, les resquilleurs canadiens continuaient toujours à former de nouveaux soldats pour l'armée afghane, piétailles qui s'empressaient après leur formation de s'embaucher chez les généreux Talibans, lesquels, ayant repris la culture du pavot, comme la mafia d'Occident les en suppliaient, croulaient littéralement sous des monceaux d'argent et d'armement.

« Le nouveau Président méchant – le remplaçant du précédent – dénicha de bons **Talibans** – plus tolérants que les précédents – leurs frères de sang pourtant – pour négocier le retrait de ses soldats de ce borborygme, puis il retira son armée démoralisée, déboutée de ce pays du bout du monde aux portes de la Chine millénaire, sur la route de la soie devenue gazière et pétrolière.

« Dix années de bombardement plus tard, les femmes afghanes moins nombreuses et mutilées sont toujours analphabètes sous leur voile grillagé, et leur époux tout autant illettrés et armés; elles naissent pour vivre 48 ans, pas davantage, ces femmes afghanes affamées, elles ne fréquentent toujours pas l'université (qu'iraient-elle faire là, à quémander la charité ?) ; et elles ignorent toujours la télé américaine dont elles savent se passer. Le pays est détruit, sanguinolent, les seigneurs, criminels de guerre, oubliés par la CPI, sont toujours au Parlement de Karsaï, le polichinelle, et **les Talibans attendent patiemment que les assassins américains déguerpiissent pour reprendre le pays en main**, à la satisfaction amère du peuple à qui on n'a jamais rien demandé, vous savez.

« Mes frères, conclut le sorcier malien, croyez-vous que le nouveau Président méchant et puissant et son acolyte monsieur Hollande de France, tireront leçon du génocide afghan et irakien et syrien et libyen ? Aucunement, et nous les attendons bientôt avec leurs armées et leur équipement de mort, venir engraisser les ploutocrates obséquieux qui tiennent lieu de Président polichinelle à Bamako notre capitale, entouré de l'armée de pacotille en guenille, toujours prête à faire feu sur les paysans maliens, à violer leurs femmes et à recruter leurs enfants-soldats.

« Ils viendront ici, dans notre pays le Mali, pour y semer la mort **sous les hourras des maliens et des maliennes émigrés à Paris et au Canada**, qui auront quitté momentanément leur faculté le temps de crier dans les rues des métropoles occidentalisées : «Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens parmi ces maliens collatéraux», avant que de retourner «s'éduquer» dans ces universités avec les bourses d'études payées par le peuple malien crève la faim.

« Mes frères nous savons bien que les guérilléros de l'Azawad pendant l'agression se retireront dans les pays amis en Mauritanie, en Algérie, en Libye d'où ils sont venus tout armés, ainsi que dans les sanctuaires voisins au Tchad, au Niger, au Burkina Faso (espérons qu'ils n'y exporteront pas la guerre de rapine et la mort), le temps de laisser braire ces saltimbanques militaires, qui nous bombarderont,

nous pilleront et violeront nos femmes sans vergogne. Puis, le partisan malien reviendra occuper le terrain qui est le sien... »

Et le vieux marabout de conclure assis dans sa case de l'Azawad envahi et contrit : « **Que tous ces preux demeurent chez eux parmi les leurs en pleurs et qu'ils laissent le malien palabrer avec le malien, le noir discuter avec le blanc, le Touareg avec le Bambara, le Bobo et le Dogon. Qu'ils laissent le chrétien négociateur avec le musulman et qu'ils nous laissent en paix. Tous ces étrangers ont assez saccagé nos contrées pour ne pas insister et blesser davantage notre fierté.** Dites au Président parisien, fils de colonialistes proscrits, ce monsieur Hollande «socialiste», de ne plus s'en faire : nous Maliens nous saurons régler cette affaire sans détruire la terre-mère qui nous appartient. ». Espérons que la sagesse de ce chef malien sera entendue par ceux qui planifient l'invasion du Mali où ils iront se casser le nez comme en Irak, en Afghanistan, au Soudan... Paix sur la Terre des maliens sans américains, français ou canadiens.

26.12.2012

<http://les7duquebec.org/7-au-front/legende-du-nouvel-an-au-mali/>

Côte d'Ivoire.

DOSSIER

Mireille Duteil (Le Point) passe aux mensonges. Bernard Houdin recadre

Octobre 2002 : le Coup d'Etat du 19 septembre commence à se figer en une rébellion qui, on ne s'en doute pas encore, va conduire la Côte d'Ivoire dans la situation qu'elle connaît aujourd'hui.

Je suis à Paris et je découvre sur LCI, une chaîne d'info en continue, un débat sur la crise ivoirienne. Au milieu « d'experts » de l'Afrique, Madame Mireille Duteil évoque doctement le problème : « cette crise est un affrontement entre les musulmans du Nord et les chrétiens du Sud ! »

Un de ses collègues intervenants, en pamoison, lui fait écho : « Mireille a tout dit, on peut s'arrêter là ! ». En quelques secondes la pensée dominante vient d'envahir les foyers français et les dix ans qui vont suivre seront un long combat pour tenter de préserver la réalité ivoirienne, à des années lumières de ces clichés désespérants d'indigence.

Décembre 2012 : dans le magazine français Le Point, sous le titre ronflant « La Côte d'Ivoire se rêve en « Tigre » africain », l'envoyée spéciale du journal assène magistralement : « ...Le pays indiscutablement renaît. Il veut tourner la page de dix ans de rivalités exacerbées entre le Nord et le Sud, entre les Dioulas et les Bétés, entre Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo ». Bien sûr, cette envoyée spéciale est Mireille Duteil !

Selon l'adage qui veut que « seuls les imbéciles ne changent pas d'idées », on pourrait conclure que Madame Duteil est limitée....Je n'en pense rien et je crois, plutôt, qu'elle est une actrice sans états d'âme du story telling qui est « vendu » à l'opinion publique française et internationale depuis une décennie pour « habiller » la mainmise de puissants intérêts economico-financiers qui, dans cette énième version du « cavalier et de la monture », ont choisi Alassane Drahmame Ouattara (ADO) comme cheval. En effet, sous couvert d'un article qui serait « balancé », ADO réussissant à relever le pays mais peinant dans le domaine de la réconciliation, Mireille Duteil énonce mensonges et contre-vérités avec un zèle sidérant. En voici les plus criants :

1/ « Laurent Gbagbo s'est accroché becs et ongles au pouvoir après avoir perdu l'élection présidentielle. Une dramatique obstination qui a coûté 3000 vies en cinq mois. »

Non, madame, Laurent Gbagbo, véritable démocrate et père du multipartisme en Côte d'Ivoire n'a fait que respecter les lois de son pays, à commencer par les décisions du Conseil Constitutionnel (que l'on ne nous parle pas d'un Conseil aux ordres de Gbagbo et, sur le sujet, j'attends, avec « gourmandise », la suite du recours de Monsieur Sarkozy auprès du Conseil français concernant ses comptes de campagne....). Et dès le début du contentieux électoral il a demandé le recomptage des voix et préconisé une solution politique. C'est le camp d'en face, soutenu jusqu'à la déraison par le président français de l'époque qui a transformé cette crise en conflit armé où l'immense majorité des victimes est imputable aux exactions des « troupes » d'ADO, en particulier le massacre de Duékoué, le 27 mars 2011 où plus de 1000 hommes, femmes et enfants furent abattus en une seule journée coupables d'être d'une « mauvaise » ethnie.

Mais les faits sont têtus ! La Vérité commence à se profiler, au fur et à mesure que le brouillard opaque qui entoure cette affaire se dissipe. Des voix s'élèvent qui dénoncent des « élections truquées » (François Loncle, député PS) ou qui affirment que la France aurait pu « régler en 3 jours le problème de la rébellion en 2003. (...) et que Laurent Gbagbo avait la stature d'un Homme d'Etat » (Colonel Georges Peillon, ancien porte-parole de la Force Licorne).

Au terme de ce processus de reconstitution des faits réels, il apparaîtra à tous et à toutes que l'élection du 28 novembre 2010 aura été une honte pour la démocratie et tous ceux qui s'en prévalent et s'érigent en donneurs de leçons à la terre entière.

2/ « dans l'immédiat, les étrangers, dont 14 000 français, sont de retour avec femmes et enfants »
Si je lis bien, grâce à ADO, les français, en particulier, « sont de retour » ! Mais ils n'étaient pas partis, l'épisode surmédiatisé de novembre 2004 ayant duré quelques... semaines. J'ai vécu toute cette période en Côte d'Ivoire et je peux témoigner de cela. Mieux même, sous la présidence de Laurent Gbagbo les intérêts français ont prospéré :

- renouvellement de la concession du port d'Abidjan au groupe Bolloré,
- renouvellement de la concession du 3ème Pont d'Abidjan au groupe Bouygues (alors qu'aujourd'hui ADO « s'en attribue » l'honneur...),
- signature de la première concession d'exploration pétrolière en Côte d'Ivoire au groupe Total,
- renouvellement de la concession de l'Aéroport d'Abidjan au groupe AERIA (Chambre de Commerce de Marseille).

La « légende » d'un Laurent Gbagbo « antifrçais » a été montée comme une opération de com' mais ne résiste pas à une analyse honnête et rigoureuse :

- le père de Laurent Gbagbo s'est battu dans les Forces françaises libres, le Général Bentegeat, Chef d'Etat-major à l'époque l'ai décoré de la Légion d'Honneur et l'Ambassadeur de France ainsi que le Général Henri Poncet, commandant la Force Licorne à ce moment-là, ont, en mars 2005, assisté à ses obsèques à Mama, son village natal.

- Laurent Gbagbo est Docteur en Histoire de l'Université de Paris-La Sorbonne,

- son premier fils, Michel, est français. (Il est, d'ailleurs emprisonné de façon honteuse dans le nord du pays au motif, selon l'ancien Ministre de la Justice de Côte d'Ivoire, « qu'il a été pris avec son père »!)

- Laurent Gbagbo n'a JAMAIS tenu de propos contre la France en tant que Nation, il a, au contraire, toujours privilégié une relation adulte avec l'ancien colonisateur, dans le strict respect de la souveraineté de chacun (à ce propos n'est-ce pas le Général De Gaulle qui a mis fin à la présence militaire américaine en France, sans que cela n'empêche qu'il soit le premier à apporter son soutien total à l'Amérique dans la crise des missiles de Cuba ?)

- Laurent Gbagbo a toujours souhaité que les intérêts économiques français puissent prendre, ou garder, toute leur place en Côte d'Ivoire, dans le strict respect de la loi.(cf les exemples ci-dessus)

3/ Elle falsifie l'Histoire de la Côte d'Ivoire de ces dix dernières années en voulant faire croire à l'opinion française que si ADO et les siens « rechignent » au pardon c'est à cause « des manœuvres et des violences de Gbagbo (...) pendant une décennie » !

La réalité est tout autre. Elu démocratiquement en octobre 2000, au terme d'une période difficile de transition militaire sous la direction du Général Robert Guei, Laurent Gbagbo n'aura de cesse de chercher à restaurer l'unité nationale et le tissu socio-politique :

- en septembre 2001 il organise le Forum de Réconciliation dont il donne la présidence à un opposant, Seydou Elimane Diarra (qui deviendra le premier Premier Ministre après les Accords de Marcoussis en janvier 2003). A l'occasion de ce Forum il fait rentrer d'exil l'ancien président Henri Konan Bédié, il facilite le retour d'ADO, qui s'était « retiré » en France dans la crainte de voir le Général Guei le poursuivre après l'invalidation de sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2000, et il convainc Guei à revenir de son village de Kabakouma, à l'extrême ouest du pays.

- dans la foulée ce Forum, à la mi-2002, il forme un gouvernement « d'union » où l'on retrouve 5 ministres PDCI et 4 ministres RDR. C'est ce gouvernement que les assaillants de septembre 2002 tenteront de renverser !

- pendant toute la période qui a suivi et s'est achevée le 11 avril 2011 dans le fracas des bombes françaises, Laurent Gbagbo, arc-bouté sur la Constitution, a défendu l'intérêt général et cherché sans cesse à trouver une solution pacifique aux épreuves que traversait le pays. Il suffit simplement de rappeler que près de 70% des membres de ses gouvernements successifs, de 2002 à 2010, étaient des

opposants qui avaient constitué le « Rassemblement des Houphouetistes pour la Démocratie et la Paix » (RHDP) et les principaux dirigeants actuels, à la Présidence où au Gouvernement, en faisaient partie, à commencer par le plus « symbolique » de la dérive totalitaire actuelle, Hamed Bakayoko.

4/ Après les attaques d'aout/septembre 2011, « le pouvoir réalise que des anciens de Gbagbo se sont réorganisés au Ghana et au Libéria ».

Madame Duteil, qui « reconnaît » timidement une évidence (« la brousse et les petites villes sont un champ de ruines ») se « ressaisi » rapidement et indexe les coupables : les « anciens de Gbagbo » et veut nous faire croire (toujours la déclinaison du story telling qui a été travaillé par les spin doctors des pouvoirs occidentaux) qu'ADO a été victime de sa bonne foi : « J'ai été déçu (...) Ils nous ont trompés ».

La vérité est que si des dirigeants proches du président Laurent Gbagbo sont partis en exil, avec des centaines de milliers d'ivoiriens de tout âge et de toute condition, ce fut, d'abord, pour sauver leur vie et que leur souhait permanent est de se retrouver chez eux, dans un pays apaisé, ce qui est très loin d'être le cas aujourd'hui. En aucun cas, dans le droit fil de la philosophie politique de Laurent Gbagbo, ils ne cherchent à déstabiliser la Côte d'Ivoire. Dès son arrestation le 11 avril 2011 Laurent Gbagbo avait fixé, avec son sens inné de l'Histoire, la nouvelle donne : « La crise militaire est terminée, il reste à régler la partie civile de la crise pour que le pays reprenne ».

C'est cette « feuille de route » que les partisans de Laurent Gbagbo suivent et non pas je ne sais quelle politique du pire qui est aux antipodes de la démarche historique de Laurent Gbagbo. C'est plutôt les luttes intestines et les contradictions des divers groupes armés qui se disputent « le butin » qui alimentent ce climat d'insécurité où l'absence de visibilité rend l'avenir préoccupant. En voulant le pouvoir à tout prix, ADO a piétiné l'ordre social et laissé la violence et l'arbitraire gouverner le pays. C'est parce que Laurent Gbagbo canalise les énergies et les entraîne dans son combat politique que le pays n'a pas encore brûlé.

La Côte d'Ivoire a besoin de réconciliation pour assurer la paix sociale et d'une gestion républicaine pour favoriser la bonne gouvernance. Il faut donc dénoncer avec force la falsification récurrente de la réalité comme, parmi d'autres, madame Duteil se fait le chantre sans vergogne. Et qu'elle se rassure : les pro-Gbagbo ne rasant pas les murs. Ils sont conscients de la spirale destructrice dans laquelle ADO entraîne le pays et, ne voulant pas ajouter un problème au problème, refusent de tomber dans le jeu de la provocation outrancière du pouvoir en place. Là où madame Duteil voit de la faiblesse nous y voyons de la maturité et du sens de l'Etat.

Les ivoiriens ne sont pas dupes. Malgré ces années de crises et les souffrances quotidiennes d'aujourd'hui ils savent qu'après la parenthèse « ADO » reviendra le temps de la marche en avant vers le progrès économique et social dans le cadre d'un Etat redevenu souverain.

Et, finalement, madame Duteil, dans son « emportement lyrique » à décrire le cortège présidentiel dans les rues d'Abidjan donne, involontairement, raison au président Laurent Gbagbo : « les voitures s'écartent pour laisser passer le cortège présidentiel : trois pick-up des Opérations des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci) bourrés de soldats en armes et dotés d'une mitrailleuse légère (...) Ils ouvrent la voie au chef de l'Etat, Alassane Dramane Ouattara ». Merci madame, vous venez de nous confirmer qu'ADO était bien le candidat de l'étranger en 2010 et que deux ans plus tard, malgré les efforts inouïs de certains pour le mettre en place et le soutenir, il ne peut se déplacer que sous la protection d'une force internationale. Pour tous les ivoiriens et toutes les ivoiriennes le symbole est éclatant et lourd de signification !

Bernard Houdin

Conseiller Spécial du Président Laurent Gbagbo

<http://www.abidjandirect.net/index2.php?page=poli&id=7231>